

## AMINATA TOURÉ

Députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

**Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI**

J'aimerais commencer par Aminata Touré car elle apporte la double perspective d'avoir réfléchi et géré ces questions de façons différentes au Sénégal et dans le système multilatéral. Donc, Madame Touré, si je peux commencer par vous et ensuite nous continuerons avec les autres panelistes.

Aminata Touré, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, ancienne présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal

Merci beaucoup. C'est toujours un plaisir d'être ici. La première chose que nous devons reconnaître, en évoquant cette fragmentation du monde, c'est que nos sociétés elles-mêmes sont fragmentées, que ce soit dans les pays riches ou moins riches ; même dans les pays nantis, des gens se sentent laissés au bord du chemin. À l'échelle mondiale, nous devons revoir le concept actuel de développement international. À ce propos, la Chine fait toujours partie, en théorie, des pays en développement, alors que je ne pense pas qu'elle réponde aux critères. Nous vivons dans un monde où il est vraiment nécessaire de faire une pause pour réfléchir et créer une nouvelle échelle à des fins d'analyse. Nous sommes en quelque sorte à un moment charnière de l'histoire, douloureux dans la plupart des cas.

Mais je m'exprime du point de vue de l'Afrique. Rappelons qu'elle englobe 54 pays, un groupe important ; et que c'est ici que se décidera peut-être l'avenir de l'alimentation, car l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées, la population la plus jeune du monde et des ressources considérables. Par conséquent, on ne peut pas parler de l'avenir sans analyser en profondeur la situation actuelle en Afrique. En ce moment, l'Afrique a des préoccupations dans plusieurs domaines, à commencer par la sécurité de la région, bien entendu – je viens d'Afrique de l'Ouest. Nous savons ce qui se passe au Sahel, ce qui s'est passé avec l'ancienne puissance coloniale, devenue un partenaire, et les relations sont loin d'être bonnes. Au Mali, au Niger et au Tchad, de nouvelles générations de leaders arrivent au pouvoir de manière discutable, certes, mais ils sont là. Comment allons-nous faire en sorte que le développement de ces nations se poursuive, en partenariat avec les institutions internationales, qu'il fonctionne, et que les partenaires se fassent mutuellement confiance ? Je pense en effet qu'il existe une crise de confiance entre partenaires internationaux, dans les pays qui étaient sous domination coloniale et qui ont poursuivi leur chemin en développant de



nouvelles relations, quelque 60 ans plus tard. Certains disent que ces relations ne sont guère différentes des relations entre l'Afrique et ses anciens partenaires. Je crois qu'il y a donc une nouvelle façon de voir les choses, depuis une autre perspective.

En deuxième point, comme je l'ai mentionné, notre population est la plus jeune du monde. Comment allons-nous faire en sorte que cette jeunesse soit un atout et non un fardeau ? Car ce fardeau inquiète également nos partenaires pour des questions de migration internationale, voire de sécurité, entre autres. Je pense que nous devons réellement réfléchir à des solutions afin qu'il y ait convergence entre les pays et que nous établissions un monde civilisé. Pour commencer, il faut nous pencher sur la situation des Nations Unies, une organisation de plus en plus affaiblie. La coopération internationale s'effectue hors des Nations Unies, qui continuent même à se débattre pour trouver des financements. Je le regrette, et nous avons constaté le peu d'importance des Nations Unies à l'occasion de la crise ukrainienne, par exemple, et d'autres crises – j'ai évoqué le Sahel et d'autres régions. Toutefois, je pense que nous devons d'abord donner plus de pouvoir aux Nations Unies, puis ouvrir les organes de direction de l'organisation. L'Afrique compte 54 pays et ne détient actuellement aucun siège permanent. Cela n'a aucun sens si l'on tient compte des faits que j'ai indiqués précédemment. Nous devons nous assurer qu'une partie importante du monde est représentée au Conseil de sécurité.

Il est nécessaire de redéfinir les relations entre les actuels pays en développement et leurs anciennes puissances coloniales, par exemple en reconnaissant ce qui s'est passé au cours de l'histoire et en essayant peut-être de corriger la situation. Je constate que depuis la mort de George Floyd il y a deux ans, de nombreux pays examinent leur passé colonial et tentent d'y remédier. Nous devons également mettre en place une véritable coopération internationale, en nous penchant sérieusement sur les droits des jeunes, les droits des femmes, et en veillant, de manière solidaire, à définir ensemble des objectifs communs et à les atteindre, tout en nous assurant que les pays qui prennent des engagements financiers versent leur contribution, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Bien entendu, nous ne pouvons pas évoquer la fragmentation du monde actuel sans parler du changement climatique. Nous espérons qu'à la suite de la conférence de Charm el Cheikh, de véritables progrès se dessineront en vue de faire des engagements financiers une réalité. Voilà donc les points que je souhaitais évoquer. Recherchons des solutions aux problèmes que nous avons déjà identifiés, qui sont connus, et concentrons-nous sur elles. Je pense que ces solutions doivent être fondées sur une vision plus unifiée, axée sur les êtres humains. Beaucoup de gens dans l'assistance viennent du secteur privé, ce qui est important. Je pense que le secteur privé devrait réexaminer ses pratiques, car vous ne pouvez faire des affaires que lorsqu'il y a la paix, lorsqu'il y a absence de conflits et que les consommateurs sont en bonne santé. Personne ne commerce avec l'Ukraine ni avec maintes autres régions dont on ne parle pas. Cela nous amène au problème des conflits oubliés qui continuent de se dérouler, et au sentiment que la reconnaissance d'un conflit et la recherche d'une résolution pacifique dépendent de l'endroit où vous vivez sur la planète. Tout cela est lié à un enjeu commun : celui des droits humains. Nous sommes tous des êtres humains. Nous avons en commun une même planète sur laquelle nous souhaitons vivre, travailler, aimer, etc. Commençons par définir ces finalités, et nous découvrirons peut-être des manières d'y parvenir ensemble. Je vous remercie.

**Masood Ahmed**

Merci beaucoup d'avoir lancé la discussion et merci d'avoir dit que peut-être nous avons suffisamment décrit le problème, mais qu'il ne suffit plus de définir les solutions mais de les rendre possibles.